



## Conseil économique et social

Distr.: générale  
23 août 2010  
Français  
Original: anglais

---

### Commission économique pour l'Europe

#### Conférence des Parties à la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels

##### Sixième réunion

La Haye, 8-10 novembre 2010

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

##### Prévention de la pollution accidentelle des eaux

### Gestion commune des urgences transfrontières concernant des voies d'eau internationales: exercice entre l'Allemagne et la Pologne

#### Rapport de l'atelier technique

#### Introduction

1. L'exercice mené conjointement sur l'Oder par l'Allemagne et la Pologne et l'atelier technique sur la gestion commune des urgences transfrontières concernant des voies d'eau internationales se sont déroulés à Urad et Slubice (Pologne), respectivement, du 8 au 10 septembre 2009. Ils étaient organisés dans le cadre de la coopération germano-polonaise découlant de la mise en œuvre des dispositions de la Convention sur les effets transfrontières des accidents industriels, de la Directive de l'Union européenne (UE) établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et de la Directive du Conseil européen concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (Directive Seveso II). L'atelier s'inscrivait également dans le cadre du plan de travail de la Convention sur les accidents industriels (ECE/CP.TEIA/19, annexe I, 5.1.2).

2. Les autorités nationales chargées au premier chef de l'organisation de l'exercice sur le terrain comme de l'atelier étaient, pour la Pologne, l'Inspection générale pour la protection de l'environnement du Ministère de l'environnement, le Ministère de l'intérieur et de l'administration et le Service national de lutte contre les incendies et, pour l'Allemagne, le Ministère fédéral de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire. Les autorités nationales étaient appuyées par les autorités locales du *Województwo* (district) de Lubuski en Pologne et des Ministères des affaires intérieures et du développement des zones rurales, de l'environnement et de la protection des consommateurs du Land de Brandebourg en Allemagne.

## I. Objectifs

3. L'atelier comme l'exercice sur le terrain avaient pour objectifs:
  - a) D'étudier l'expérience acquise et les bonnes pratiques en matière de gestion commune des situations d'urgence, en particulier dans le cadre de la coopération germano-polonaise;
  - b) De déterminer les conditions de base indispensables à une gestion efficace des situations d'urgence dans un contexte transfrontière;
  - c) D'étudier de possibles évolutions futures qui pourraient contribuer à renforcer la coopération entre pays membres de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE) avant, pendant et après les crises provoquées par des accidents industriels touchant les cours d'eau.

## II. Participation

4. L'exercice et l'atelier ont rassemblé des représentants des pays suivants: Allemagne, Arménie, Autriche, Bélarus, ex-République yougoslave de Macédoine, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie et Ukraine. Des représentants du Groupe de l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), du Bureau des Nations Unies pour les affaires humanitaires et du secrétariat de la Convention étaient également présents.

## III. Exercice conjoint de notification

5. L'exercice a été ouvert par M. Janusz Skulich, commandant en chef du Service national polonais de lutte contre les incendies, et M. Andrzej Bycka du district de Slubice. À la suite des discours d'ouverture, M. Slawomir Klusek, du Service national de lutte contre les incendies de Gorzow Wielkopolski, a présenté aux participants et aux observateurs le scénario de l'exercice et les mesures à prendre par les équipes d'intervention d'Allemagne et de Pologne.
6. Le scénario avait pour objectif de tester les réactions en cas de situation d'urgence créée par le déversement dans l'Oder de pétrole provenant d'un navire qui transportait du pétrole et qui avait été endommagé.
7. Concrètement, l'exercice avait pour objectif d'évaluer:
  - a) Le bon fonctionnement des systèmes d'alerte et de notification, nationaux et internationaux;
  - b) L'efficacité de l'action des équipes d'intervention allemandes et polonaises;
  - c) L'état du matériel de lutte contre les déversements d'hydrocarbures (barrières flottantes, séparateurs, écumeurs, etc.) et son utilisation par les équipes d'intervention.
8. L'exercice a conduit aux conclusions suivantes:
  - a) Les systèmes d'alerte et de notification fonctionnaient de manière satisfaisante;
  - b) La coopération entre les équipes allemandes et polonaises était satisfaisante, mais pourrait être améliorée au moyen de nouveaux exercices théoriques et pratiques en vue d'acquérir une meilleure compréhension des mesures utilisées par chaque pays;

c) Le matériel était approprié et le personnel d'intervention était bien formé à son utilisation;

d) Le matériel des deux pays était compatible;

e) Les forces d'intervention étaient appuyées de manière satisfaisante par le personnel chargé de la surveillance et de la gestion de l'eau.

9. L'Allemagne et la Pologne étaient conscientes du fait que le succès de l'exercice résultait de la coopération établie et renforcée au cours des quinze dernières années. Toutefois, en dépit des résultats obtenus, les deux pays étaient également conscients de la nécessité de poursuivre leur travail en commun de façon à progresser davantage encore, par exemple s'agissant de l'action du personnel de gestion des situations d'urgence.

#### **IV. Atelier technique sur la gestion commune des urgences transfrontières touchant les cours d'eau internationaux**

10. Des discours d'ouverture ont été prononcés par M. Andrzej Jagusiewicz, Inspecteur en chef pour la protection de l'environnement de Pologne, et M. Wolfgang Gierke, du Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire, ainsi que par un représentant du secrétariat de la CEE.

11. L'atelier était divisé en sept sessions: la *Session I* était consacrée à la coopération entre la Pologne et l'Allemagne en cas de situation d'urgence dans les zones frontalière; la *Session II* portait sur l'identification des points et des risques linéaires dans les zones frontalière; la *Session III* était consacrée aux techniques et technologies destinées à atténuer les effets d'accidents transfrontières touchant les eaux; la *Session IV* portait sur les procédures de notification en cas d'un accident dans les zones frontalière; la *Session V* était consacrée aux liens entre des éléments de mesures de planification visant à atténuer les conséquences de situations d'urgence et les mesures de secours d'une part, et la Directive-cadre de l'Union européenne sur l'eau d'autre part; la *Session VI* portait sur l'expérience tirée des activités menées à l'échelle de la CEE en vue de renforcer la gestion commune des situations d'urgence dans les zones frontalière; et la *Session VII* enfin était consacrée à faire le point des débats (le programme de l'atelier est disponible sur le site Web de la Convention à l'adresse suivante: <http://www.unece.org/env/teia/cop.html>).

#### **Conclusions de l'atelier**

12. L'atelier et les exposés qui y ont été présentés ont conduit à débattre de l'ensemble des éléments nécessaires pour réagir efficacement en cas de situation d'urgence dans les zones frontalière, et atténuer les effets de ces situations, notamment s'agissant des cours d'eau internationaux.

13. Les participants ont convenu qu'une coopération entre pays voisins était indispensable pour réagir efficacement. Cette coopération ne pouvait donner de bons résultats que si elle n'était pas limitée à la gestion des crises (mesures préalables et intervention) mais concernait également la gestion des risques (prévention) et des conséquences, lors desquelles les informations étaient partagées entre les pays et les autorités chargées des différents domaines de gestion des risques (coopération intersectorielle et internationale, méthodologie de la chaîne gestion des risques).

14. La coopération était impossible si les pays ne disposaient pas d'une législation sur laquelle fonder la gestion des risques, des crises et des mesures a posteriori. Par ailleurs, elle serait difficile à mettre en œuvre en l'absence d'accords bilatéraux précisant en détail les responsabilités de chaque pays à l'égard de ses voisins et des autorités nationales à

l'égard de leurs homologues. La législation et les accords bilatéraux devaient non seulement exister, mais en outre être effectivement appliqués.

15. En matière de gestion des risques, il importait que les pays voisins soient en mesure d'identifier les sources de risques, de tenir à jour des bases de données et d'échanger des informations sur les risques. Ils devraient également coopérer, et notamment mettre en commun les nouvelles pratiques et technologies (par exemple, méthodes d'évaluation des risques, modélisation, utilisation des sols, etc.) ou exécuter des projets communs conduisant à améliorer les normes de sécurité et à réduire les probabilités de situations d'urgence (par exemple, projets en rapport avec les infrastructures essentielles).

16. En matière de gestion des crises, les pays voisins devraient harmoniser leur planification hors site. Cette harmonisation devrait concerner, notamment s'agissant des cours d'eau, un accord sur:

a) L'utilisation ou la mise en place de systèmes d'alerte et de notification (par exemple, les systèmes concernant les cours d'eau internationaux tels que l'Oder, le Rhin, le Danube et l'Elbe; le système de notification des accidents industriels de la CEE; etc.);

b) La délimitation de secteurs d'intervention;

c) Des procédures et des mécanismes d'assistance mutuelle (franchissement de frontières par les équipes d'intervention en cas d'urgence).

17. L'un des aspects importants de la gestion des crises était la formation conjointe permanente de façon à s'assurer que les procédures et les systèmes soient bien connus et faciles à appliquer par le personnel.

18. La gestion de l'après-crise nécessitait également une coopération. Les pays devraient tout d'abord s'aider mutuellement, si nécessaire, à identifier les causes de la crise, notamment dans le cas d'accidents majeurs. En cas d'accident dans les zones frontalières, ils devraient évaluer leur action commune et identifier les procédures n'ayant pas donné satisfaction. Ils devraient mettre en commun les enseignements tirés de divers incidents et accidents de façon à prévenir leur répétition ou à y réagir plus efficacement.

19. Les exposés des experts allemand et polonais ont montré qu'il existait une bonne coopération à tous les niveaux dans les divers domaines de gestion de la sécurité. Les législations nationales et les accords bilatéraux visant à prévenir les situations d'urgence, à s'y préparer et à y réagir, y compris dans la zone frontalière et sur les cours d'eau internationaux, constituaient une base solide de coopération. En outre, les deux pays organisaient régulièrement des réunions d'un groupe de travail commun chargé d'examiner les questions liées à la prévention des situations d'urgence, la préparation à ces situations, les mesures d'intervention et les enseignements tirés, ainsi que des sessions communes de formation théorique et pratique. Les activités du groupe de travail commun s'étaient révélées inestimables car elles avaient permis d'établir la confiance, sans laquelle il n'y a pas de véritable coopération.

20. En revanche, les exposés des représentants italien et roumain au sujet des résultats provisoires du projet concernant le Danube<sup>1</sup>, et surtout des représentants de l'Ukraine et du Groupe PNUE/Bureau de la coordination des affaires humanitaires pour l'environnement, ont montré que la gestion des crises n'était pas partout aussi efficace qu'entre l'Allemagne et la Pologne. Certains pays avaient besoin, pour de nombreuses raisons – notamment l'absence d'une base solide (législation, accords), manque de moyens institutionnels,

---

<sup>1</sup> Projet pour la Bulgarie, la Roumanie et la Serbie sur la gestion commune des situations d'urgence transfrontières résultant de déversements de substances dangereuses dans le Danube.

absence de nouvelles technologies et de savoir-faire ou manque de sessions de formation et d'exercices –, de prendre des mesures pour renforcer leurs capacités de gestion des crises en s'inspirant des bonnes pratiques existantes.

21. Au vu des conclusions tirées des exposés présentés lors de l'atelier, les participants ont convenu que chaque pays devrait mettre en place un système efficace de gestion des crises, y compris des situations d'urgence transfrontières, notamment concernant les cours d'eau et, pour cela, mettre en place:

- a) Un cadre juridique, institutionnel et de politique générale, à savoir:
  - i) Une législation effectivement appliquée;
  - ii) Des structures institutionnelles spécifiques;
  - iii) Des plans d'intervention d'urgence;
  - iv) Un système opérationnel d'alerte et de surveillance et/ou de notification;
- b) Des activités de formation/coopération, à savoir:
  - i) Des stages de formation et des exercices;
  - ii) Des programmes d'enseignement et d'échange de technologies et de savoir-faire;
  - iii) Des mesures de confiance;
  - iv) Des campagnes de sensibilisation des décideurs politiques, du public, etc.

22. Comme montré par l'exemple de l'Allemagne et de la Pologne, la plupart des pays d'Europe occidentale et centrale avaient mis en place la base solide nécessaire à la gestion conjointe des situations d'urgence transfrontières. Ils avaient également mené des campagnes de sensibilisation et développé de bonnes pratiques tirées de la coopération. En revanche, les pays en transition avaient rencontré des difficultés à créer une telle base de coopération, et soit étaient peu sensibilisés à la question soit n'avaient pas encore réussi à élaborer les méthodes qui leur permettraient de développer leur coopération/leurs capacités.

23. En conclusion, les participants ont considéré que les pays d'Europe occidentale et centrale devraient continuer à coopérer de façon à préserver, voire à renforcer, l'efficacité de leur programme conjoint de gestion des crises ainsi que leurs activités dans d'autres domaines de la sécurité. Ils devaient également préserver l'appui politique et les moyens de recours nécessaires pour assurer la sécurité.

24. Les pays en transition devraient travailler dans ces deux domaines et, en s'inspirant des bonnes pratiques existantes, chercher à développer leurs capacités de gestion de crise, y compris de situations d'urgence transfrontières concernant les cours d'eau, avec si nécessaire les conseils et les recommandations de pays d'Europe occidentale et centrale.

25. Compte tenu de ce qui précède, les participants ont convenu qu'une méthodologie de mise en place d'un système efficace de gestion de crise, mettant l'accent sur les urgences transfrontières concernant les cours d'eau, serait extrêmement utile et en ont donc vivement recommandé l'élaboration. Cette méthodologie devrait décrire les divers aspects, en matière de coopération comme de capacités, et être diffusée auprès des pays en transition de la région de la CEE ainsi que d'autres pays qui souhaitaient améliorer leur système de gestion des crises.

26. Le secrétariat de la Convention a été prié d'étudier les possibilités d'élaborer une méthodologie de mise en place d'un système efficace de gestion des crises, mettant l'accent sur les situations d'urgence transfrontières touchant les cours d'eau.